

PRÉFACE : LES ÉMOTIONS AU CŒUR DU GESTE POLITIQUE

Loïc Nicolas¹

S'interroger sur les émotions en politique suppose de poser d'emblée qu'il ne saurait y avoir de politique, et même de décision politique, sans émotion ni sans affect. Philippe Braud nous invite d'ailleurs à « [p]rendre au sérieux les dimensions émotionnelles » (1996 : 8) des interactions et des transactions sociales qui se jouent et s'opèrent au cœur du politique. Omniprésentes, les émotions sont consubstantielles à l'exercice du pouvoir (Le Bart 2018) ; consubstantielles à la démocratie également. Elles en traversent la pratique quotidienne et viennent structurer les rapports entre les acteurs qui – dans la diversité de leurs opinions, croyances, convictions et visions du monde – habitent l'espace politique. Elles donnent du sens, de la force, c'est-à-dire de la valeur aux actes qui y sont posés. Des actes dont la direction est intimement liée aux émotions ressenties face aux circonstances du moment, face au spectacle du monde, face aux joies et aux drames, ainsi qu'à la hiérarchie des préférences et des valeurs qui motivent tous les acteurs du champ. Acteurs dont la parole même, écrit Georges Gusdorf (1977 : 112) « suppose un visage et un moment, un contexte d'émotion actuelle, qui la surcharge de possibilités extrêmes pour l'entente comme pour la discorde ».

¹ Membre du laboratoire PROTAGORAS de l'IHECS, Loïc Nicolas est spécialiste en argumentation et persuasion. Docteur en langues et lettres (ULB), diplômé en sciences sociales et politiques (Université Paris I et EHESS), il est chercheur, speechwriter et conseiller en communication.

Préface

En somme, l'acte politique au sens large – sachant que le discours fait déjà action – se nourrit d'émotions autant qu'il les nourrit, en un va-et-vient permanent. Imaginer un monde politique sans émotion, c'est se projeter en un lieu vide de corps et de mots ; un lieu sans discours et sans sujets ; un lieu où il n'y a pas à délibérer ni à solliciter la libre adhésion de quiconque. Or, justement, la recherche de cette libre adhésion (accordée par tout ou partie d'un groupe) est au cœur de la démarche de celles et ceux qui occupent des fonctions politiques ou qui aspirent à y accéder. Une adhésion que chacun reste sans cesse libre d'accorder ou de retirer.

Dans le monde flou et incertain des affaires humaines, là où rien n'est évident ni transparent, l'adhésion n'est jamais donnée ni acquise. Elle est à obtenir, à conquérir (Nicolas 2015, 2018). Elle nécessite un travail de persuasion qui vise à favoriser la rencontre – en partie émotionnelle et affective – entre une offre et une demande politiques. Travail dont le propre est de faire advenir entre cette offre et cette demande les conditions propices d'un partage du sensible, donc d'un « sentir ensemble ». Au reste, la rencontre en question nécessite aussi, par définition, de mettre à distance, voire de dénoncer, des émotions qui ne sont pas partagées ou qui sont identifiées et vécues comme inopportunes ou inconvenantes.

Voici pourquoi le geste politique n'est pas automatisable ni mathématisable. Il ne saurait être délégué à un robot ou à un ordinateur, ni même à des experts aussi réputés soient-ils – au risque de lui faire perdre son caractère proprement politique, donc sa valeur et sa substance. Sous l'empire du coronavirus, la parole experte, omniprésente, a montré sa volonté de puissance et la tentation qu'elle avait ou pouvait avoir de se substituer, parfois

d'initiative, à la parole politique en se retirant du champ du discutable et de l'incertain. Dans ce contexte comme dans d'autres, l'expertise aime exhiber sa froideur, son affranchissement à l'égard des émotions qui animent l'espace politique et donnent sens aux opinions qui s'opposent en son sein.

Or, qu'on le veuille ou non, qu'on s'en offusque, qu'on s'en inquiète, dans le champ des affaires humaines (où l'évidence fait défaut et où le sens reste ouvert aux arguments contraires et aux critiques), il ne s'agit pas d'attacher à un problème donné (le coronavirus, par exemple) une solution qui s'imposerait sans arguments ni sans justifications. Même si tout n'est pas possible ni acceptable, aucune décision politique ne s'impose *absolument* d'elle-même telle une nécessité physique ou naturelle. Le geste politique doit sans arrêt composer avec le mouvant du monde autant qu'avec les émotions contraires qu'il suscite.

La politique est affaire d'arbitrage, d'appréciation, de plus ou moins, de jugement dans l'action – ce que les Grecs de l'Antiquité appelaient *phronèsis*, la prudence. Comme l'écrit à ce propos Gil Delannoï (1995 : 102), « aucune certitude n'est possible en fait de prudence, il faut juger selon la particularité de chaque situation. [...] Ainsi la prudence [antique] ne peut être acquise comme un savoir ; chacun doit y parvenir à sa façon, avec plus ou moins de dispositions personnelles, au fil d'une expérience ». Comprendons qu'il y a toujours dans la politique quelque chose qui tient de la navigation à vue et de la prise de risques (Goyet 2009). Il revient alors au décideur politique de progresser tantôt par gros temps, tantôt par temps calme. L'expertise peut servir, tout au plus, à éclairer, à informer la décision. Elle est une étape dans le processus, non son point final. Elle ne vaut pas jugement définitif. Elle ne fait nullement geste

Préface

politique. Lorsque les experts ont parlé, le responsable politique reste toujours maître de ses mots et libre de son choix – que celui-ci soit porteur ou non de conséquences favorables.

Concrètement : l'espace politique est traversé de corps et de mots – des mots qui témoignent d'une certaine relation au monde à l'intérieur de laquelle s'inscrivent des émotions comme la colère et la reconnaissance, la tristesse et l'espoir, le regret et le sens des responsabilités, la volonté d'en découdre et le désir de justice, le courage et la pitié, etc. Ces émotions ne sont ni vraies ni fausses, ni justes ni injustes, ni bonnes ni mauvaises. Elles existent comme ressources du discours et ne sauraient, en aucune façon, être opposées à la raison. Que vaudrait une raison politique sans les émotions chargées de lui donner force, saveur, portée ; chargées, justement, de lui donner raison ? Elle ne vaudrait rien du tout ! Elle serait *sans valeur* !

Les émotions – pour le meilleur et parfois pour le pire – sont disponibles et mobilisables par les acteurs du champ politique. Elles sont à leur image. Elles reflètent leurs valeurs, leurs visions du monde, d'eux-mêmes, des autres, de l'avenir. Elles participent de l'effort argumentatif (Micheli 2010) que fournissent celles et ceux qui les mobilisent à des fins de persuasion et qui s'efforcent, par le discours, de les rendre partageables ; qui s'efforcent donc, sur leur base, de rassembler et de créer communauté.

Ce nouveau numéro des *Cahiers PROTAGORAS* entend questionner l'usage pluriel, polymorphe et ambigu des émotions en politique ; d'en analyser les différentes facettes, les impensés et les zones d'ombre. Puisse ce recueil nous aider à mieux comprendre la place cruciale que cet outil, cette ressource occupe à l'intérieur de la communication politique.

Bibliographie

Braud Philippe, *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Delannoi Gil, « La prudence dans l'histoire de la pensée », *Mots. Les langages du politique*, 1995, n° 44, p. 101-105.

Goyet Francis, *Les Audaces de la prudence. Littérature et politique aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Classiques Garnier, 2009.

Gusdorf Georges, *La Parole*, Paris, PUF, 1977 [1952].

Le Bart Christian, *Les émotions du pouvoir. Larmes, rires, colères des politiques*, Paris, Armand Colin, 2018.

Micheli Raphaël, *L'émotion argumentée. L'abolition de la peine de mort dans le débat parlementaire français*, Paris, Cerf, 2010.

Nicolas Loïc (dir.), *Le Fragile et le flou. De la précarité en rhétorique*, Paris, Classiques Garnier, 2018.

—, *Discours et liberté. Contribution à l'histoire politique de la rhétorique*, Paris, Classiques Garnier, 2015.